

Unité départementale de la Côte-d'Or
21 Bld Voltaire
CS 27912
21035 Dijon

Dijon, le 27/01/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/01/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

DIJON CEREALES-mirebeau

4 Boulevard du Beauregard
BP 4065
21600 Longvic

Références : 2025/47
Code AIOT : 0005401627

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/01/2025 dans l'établissement DIJON CEREALES-mirebeau implanté 59 Rue de Gray 21310 Mirebeau-sur-Bèze. L'inspection a été annoncée le 23/12/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DIJON CEREALES-mirebeau
- 59 Rue de Gray 21310 Mirebeau-sur-Bèze
- Code AIOT : 0005401627
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
6	Nettoyage des installations	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article art.13	Demande d'action corrective	2 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Culture de sécurité	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 3	Sans objet
2	Conditions de fonctionnement	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4	Sans objet
3	Equipements à l'origine de départ de feu	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9	Sans objet
4	Etat des stocks d'engrais	Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 3.5	Sans objet
5	Détection automatique	Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 4.3.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a relevé un manque de nettoyage de poussière dans le silo N°1 impliquant une action corrective immédiate de la part de l'exploitant.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Culture de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 3
Thème(s) : Risques accidentels, Surveillance des installations et formation du personnel
Prescription contrôlée : L'exploitation doit se faire sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant et spécialement formée aux caractéristiques du silo et aux questions de sécurité. Le personnel doit recevoir une formation spécifique aux risques particuliers liés à l'activité de l'établissement. Cette formation doit faire l'objet d'un plan formalisé. Elle doit être mise à jour et renouvelée régulièrement.
Constats :

L'inspection a vérifié que le responsable de silo avait les formations et délégations nécessaires à l'exercice de ses missions.

La fiche type d'un Responsable magasin agricole/silo est présentée à l'inspection. Cette fiche définit les activités principales liées au poste et les missions.

Un plan de formation (tronc commun + qualifications spécifiques) est mis en place en relation avec le responsable régional.

Le responsable de silo en poste, a suivi, entre autres, les formations de :

- premier témoin incendie (réalisée le 15/02/2024 - recyclage avant le 15/02/2026),
- Habilitation électrique (réalisée le 12/12/2022 - recyclage avant le 12/12/2025),
- Risque Incendie, Explosion, Poussière (réalisée le 07/12/2021 - recyclage avant le 07/12/2026),
- Engrais solide (réalisée le 28/05/2021 - recyclage avant le 28/05/2026),
- Certiphyto (réalisée le 29/03/2023 - recyclage le 29/03/2028).

Ces formations et recyclages garantissant les compétences attendues pour les différents postes du site sont tracées par le service "gestion du personnel".

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Conditions de fonctionnement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4

Thème(s) : Risques accidentels, Consignes d'exploitation après intervention

Prescription contrôlée :

Les consignes de sécurité et les procédures d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement la liste détaillée des contrôles à effectuer en marche normale, à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien des installations et à la remise en service de celles-ci en cas d'incident grave ou d'accident.

Constats :

Toute intervention donne lieu à un plan de prévention ponctuel (SUP/EXP/06 version1 du 02/09/2020) établi entre l'entreprise intervenante et Dijon Céréales. Après analyse, cette intervention peut donner lieu à un permis feu.

La fiche « Consigne de sécurité » LIST/EXP/24 version 7 du 10/06/2024 détermine la liste des salariés autorisés à délivrer un permis feu. Sur le site de Mirebeau, 3 personnes sont recensées, dont le responsable de silo. Le dernier permis feu N°1541 a été délivré par le responsable de silo pour l'intervention de la société venue lever les observations suite au rapport de contrôle électrique.

Sur cette fiche (SUP/0277 version 3 du 18/03/2019) est prévue une visite de contrôle effectuée deux heures après la fin des travaux.

La fiche « Métiers du grain - Consigne de sécurité - Maintenance Site » réf. : CONS/EXP/15 version 2 du 01/04/2021, décrit :

- Fonctionnement en marche normale;
- Redémarrage après travaux d'entretien ou de maintenance ;
- Intervention suite à un incident grave ou accident.

Les fiches présentées répondent aux exigences de la prescription contrôlée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Equipements à l'origine de départ de feu

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification des installations électriques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Dans les locaux de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendies, notamment lorsqu'ils ont été identifiés dans l'étude de dangers, les installations électriques, y compris les canalisations, doivent être conformes aux prescriptions de l'article 422 de la norme NF C 15-100 relative aux locaux à risque d'incendie.[...]L'exploitant doit tenir à la disposition de l'Inspection des Installations Classées un rapport annuel. Ce rapport est constitué des pièces suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ; - l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions du présent arrêté ; <p>Un suivi formalisé de la prise en compte des conclusions du rapport doit être tenu à la disposition de l'Inspection des installations classées.[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Le rapport Q18 (vérification périodique des installations électriques) N°035031972401R001, pour les contrôles réalisés du 28/11/2024 au 06/12/2024 sur le site a été présenté à l'inspection. Ce rapport fait apparaître 10 non-conformités : 1 observation suite à des travaux neufs, 1 d'ordre mineur (élément hors service à démonter), 7 d'ordre moyen (dégradation mécanique, dépoussiérage...) et 1 d'ordre majeur (bloc de sécurité défectueux). Le jour de l'inspection, seuls deux points d'ordre moyen restaient en cours de levées d'observation.</p> <p>Sur la même période du 28/11/2024 au 06/12/2024, la vérification réglementaire de la conformité électrique au titre de l'arrêté ministériel a été effectuée et a fait l'objet du rapport N°035031972401R003. Deux écarts sont signalés concernant l'absence de liaison équipotentielle sur les équipements et masses métalliques du silo 1 (2ème étage Emoteur) et du silo 4 (fosse de manutention). Ces deux observations ont été levées entre le 06/01/2025 et le 10/01/2025 par une entreprise habilitée.</p> <p>L'inspection constate que les observations font l'objet de levées d'observations dans les jours ou le trimestre suivant (selon l'importance des actions correctives à mettre en place). Néanmoins, l'exploitant veillera à ce que tous les éléments soient communiqués aux organismes de vérification et que les moyens d'accès en sécurité des équipements à contrôler soient réunis pour que l'ensemble des éléments du site soit vérifié.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant effectuera les contrôles électriques sur l'ensemble de son site en veillant à mettre à disposition les éléments et matériels nécessaires à cet effet (consignation, plans, accès en sécurité...).</p>

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Etat des stocks d'engrais

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 3.5

Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks et situation

Prescription contrôlée :

L'exploitant tient à jour un état indiquant la nature et la quantité précise des produits détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et est accessible même en cas d'accident.

La localisation des stockages ainsi que la nature et quantité des produits stockés sont tenues à jour et facilement identifiables, par voie d'affichage, pour les services d'incendie et de secours dès leur arrivée sur le site en cas d'accident. Les noms commerciaux des produits doivent être accompagnés, s'il y a lieu, des noms usuels des produits afin d'être facilement compréhensibles par les services d'incendie et de secours.

Constats :

Le plan général des stocks est disponible à l'accueil (et un plan général est affiché à l'entrée du site).

Tous les jours, le responsable de site reçoit un mail avec l'état des stocks (quantité brute par cellule, dénomination courante du produit stocké) que l'inspection a pu contrôler.

Il a été également présenté un listing papier des stocks par rubrique ICPE.

Ces états sont consultables à distance via le réseau informatique de l'entreprise.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Détection automatique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 4.3.1

Thème(s) : Risques accidentels, Existence et adaptée au stockage

Prescription contrôlée :

Les magasins de stockage sont pourvus de système de détection automatique d'incendie ou de combustion par détecteurs de fumée, de chaleur ou de gaz.

Le type, le nombre et l'implantation des détecteurs sont déterminés en fonction de la nature des engrais entreposés.

Les détecteurs de fumée, de chaleur ou de gaz sont conformes aux normes en vigueur et vérifiés tous les ans.

Constats :

Le rapport de contrôle périodique de la centrale de détection gaz engrais réalisé le 10/10/2024 a été présenté à l'inspection.

Le contrôle réalisé par la société habilitée n'a pas révélé de non-conformité ou de défaut de l'installation.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Nettoyage des installations

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article art.13
Thème(s) : Risques accidentels, risques d'explosion et incendie
Prescription contrôlée : Tous les silos ainsi que les bâtiments ou locaux occupés par du personnel sont débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements et toutes les surfaces susceptibles d'en accumuler. [...]
Constats : L'inspection s'est rendu dans le silo N°1 et a inspecté une partie des différents étages. L'empoussièrement croît avec l'élévation dans les différents étages. Au dernier étage, au-dessus des cellules, l'empoussièrement est le plus important, les marques de repère ne sont plus visibles. Le système de filtration (par géotextile) semble ne plus être efficace. L'exploitant doit remédier à cet empoussièrement anormal et planifier un nettoyage plus fréquent pour maintenir un niveau d'empoussièrement minimal.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant mettra en œuvre les actions correctives immédiates permettant de rétablir une situation normale d'empoussièrement et prendra les dispositions préventives pour éviter à l'avenir ce type de situation.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 jours